

L'intelligence artificielle et l'enseignement du droit

CPNV, 18 juin 2026

UER Didactiques des sciences
humaines et sociales

Guillaume Roduit
Professeur HEP associé

hep/
day

L'intelligence artificielle et l'enseignement du droit

Le programme se présente ainsi :

- 8h30 – 9h00 : introduction sur l'usage de l'intelligence artificielle dans l'enseignement du droit en école professionnelle (nécessité, fonctionnement et enjeux des IA) ;
- 9h00 – 10h00 : présentation interactive de diverses productions des IA dans le cadre de l'enseignement du droit (chacun peut tester et modifier les démarches montrées) ;
- 10h30 – 11h30 : élaboration de différentes ressources (scripts de cours, supports de présentation, exercices, évaluations) à partir des besoins des participant·e·s, puis échanges sur les productions obtenues et évaluation de l'efficacité des IA ;
- 11h30– 12h00 : présentation interactive de divers dispositifs d'enseignement en droit durant lesquels des IA sont utilisées par les élèves ;
- 12h00 : clôture du cours et démarches administratives.

L'intelligence artificielle et l'enseignement du droit

www.gaius.ch

Gaius.ch Français (fr) ▾

🔔 ⓘ Guillaume Roduit GR ▾

Formation continue « Enseignement du droit et intelligence artificielle », CPNV, printemps 2026

▾ Enseignement du droit et intelligence artificielle

Tout replier

Sur cette page, vous pouvez avoir accès directement aux exemples montrés lors de la formation en cliquant sur les liens suivants. Les diapositives présentées sont disponibles dans le document PDF ci-dessous.

Les enjeux du numériques et de l'IA

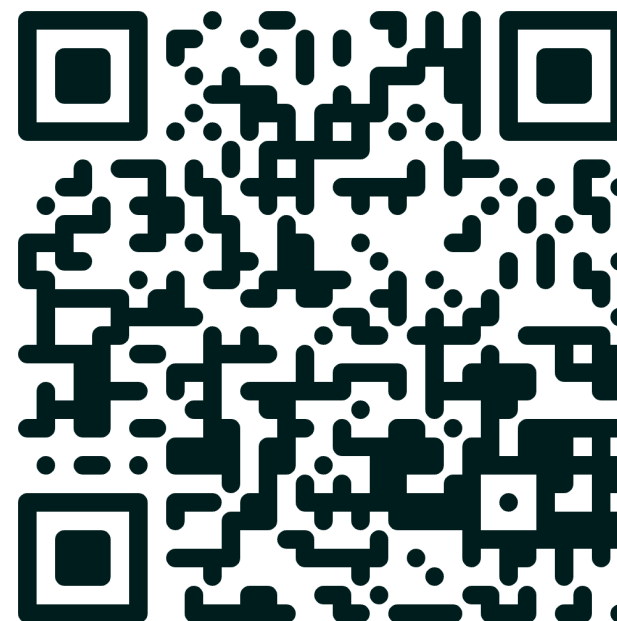
- [lien vers une présentation prezi](#)

Les principales IA utiles pour l'enseignement du droit

- [la page sur l'IA sur gaius.ch](#)
- [la sélection commentée d'IA de l'UER MI](#)
- [la carte heuristique sur l'IA dans l'enseignement de l'Université de Bretagne Sud](#)

Les liens vers quelques exemples d'usages des IA pour l'enseignement du droit

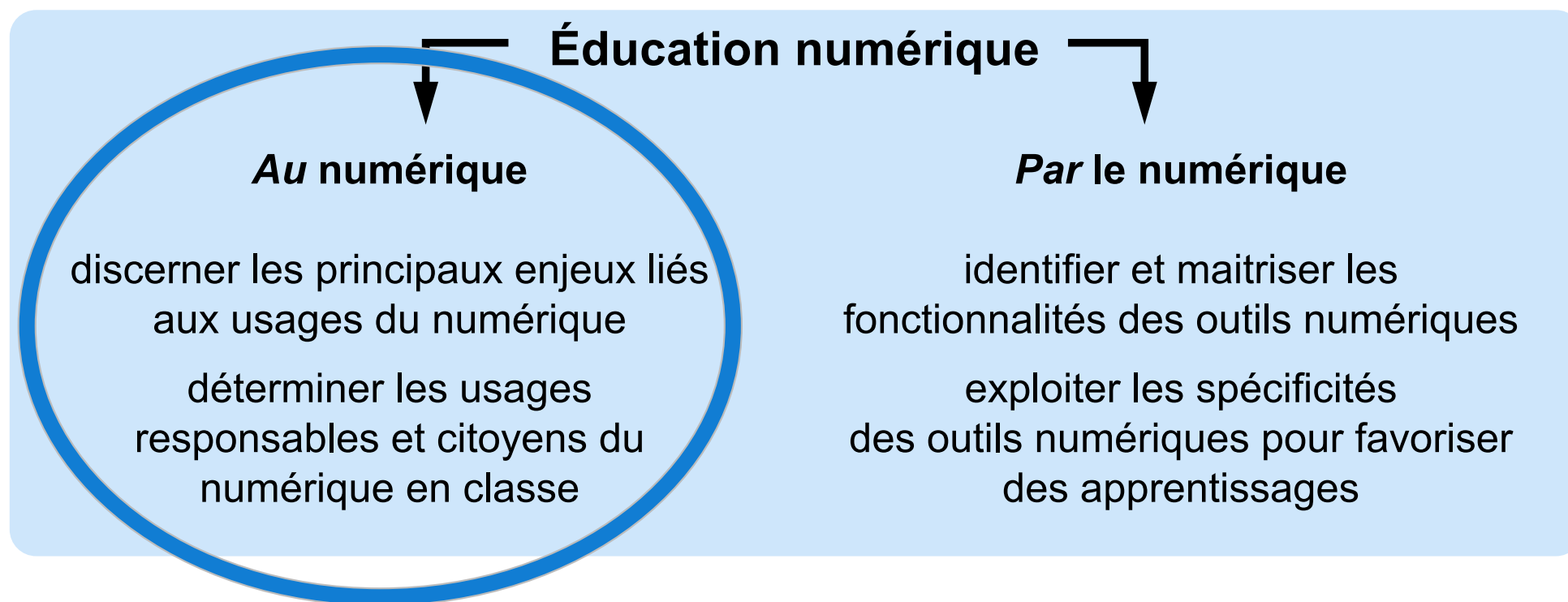
- Sur Notebooklm : [Travailler un arrêt de la CEDH](#), [Travailler un polycopié de cours](#)
- Sur Copilot : Agent Copilot "[Créer des séquences en droit](#)", Agent Copilot "[Chercher de la jurisprudence](#)", Agent Copilot "[Créer des polycopiés en droit](#)"

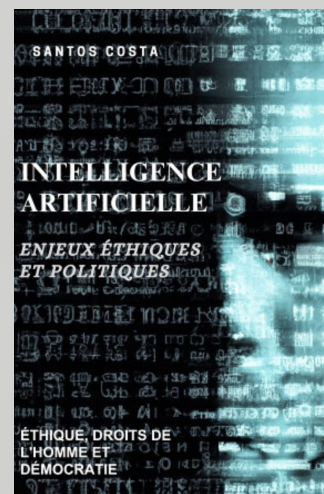
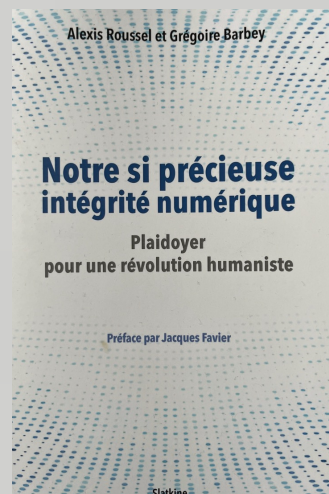
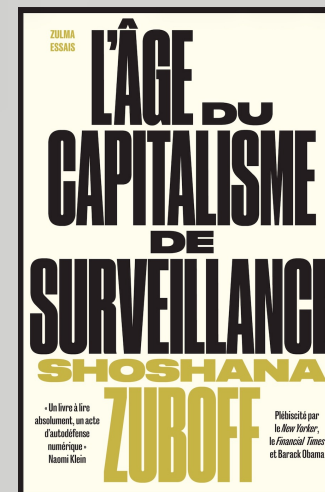
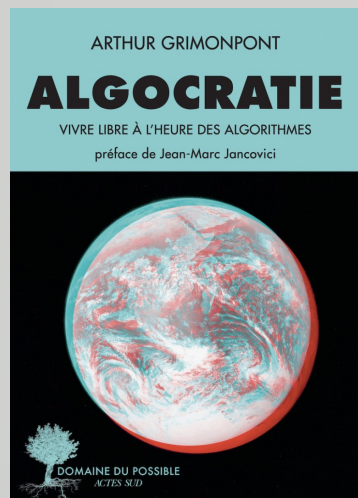


L'intelligence artificielle et l'enseignement du droit

- 01 Les enjeux de l'usage des intelligences artificielles : des questions sensibles pour l'enseignement du droit
- 02 La transformation du droit par les intelligences artificielles : de nouveaux savoirs et de nouvelles pratiques
- 03 Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser
- 04 De nouveaux objectifs d'apprentissage en droit en termes de contenus, de savoir-faire et de compétences
- 05 Utiliser l'IA pour évaluer en droit

01. Les enjeux de l'usage des intelligences artificielles : des questions sensibles pour l'enseignement du droit





Le SAINT-SIÈGE

2026 | MAI | 25



FRANÇAIS ▼



Lettre encyclique du Saint-Père Léon XIV *Magnifica Humanitas*

2026 | Mai | 25

LETTRE ENCYCLIQUE

MAGNIFICA HUMANITAS

DU SAINT-PÈRE
LÉON XIV

SUR LA PROTECTION DE LA PERSONNE HUMAINE
À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



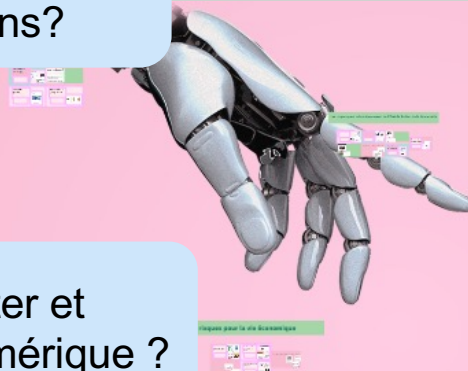
<https://www.vatican.va/content/leo-xiv/fr/encyclicals/documents/20260515-magnifica-humanitas.html>

Comment éviter une *dictature des algorithmes* par la maîtrise et la diffusion des informations ?

Quelle conception de l'être humain, de son rôle et de sa nature, faut-il défendre dans le monde numérique ?

Comment encadrer, limiter et sanctionner la criminalité numérique ?

Comment maîtriser, limiter, éviter les conséquences pour l'environnement des usages massifs du numérique ?



Numérique, IA et enjeux sociaux

Analyse des impacts des usages du numérique et de l'IA sur la société

<https://prezi.com/view/OSEZvIdvdGdiuHyjEXRX/>

Comment encadrer les innovations techniques et leurs conséquences dans les relations sociales et économiques ?

01. Les enjeux de l'usage des intelligences artificielles : des questions sensibles pour l'enseignement du droit

La préservation du fonctionnement de la démocratie et le respect de l'État de droit en Suisse

Le respect des droits humains et la protection de la personnalité comme base de notre ordre juridique

Les principaux enjeux sociaux de l'IA à traiter dans l'enseignement du droit

L'encadrement juridique de la vie économique de nos entreprises et de nos relations contractuelles

La promotion de la durabilité et de la sauvegarde de notre planète par le droit

... dans le respect des finalités humanistes et démocratiques de notre école !

01. Les enjeux de l'usage des intelligences artificielles : des questions sensibles pour l'enseignement du droit

Le principal risque lié au numérique et aux usages de l'IA dans l'enseignement :

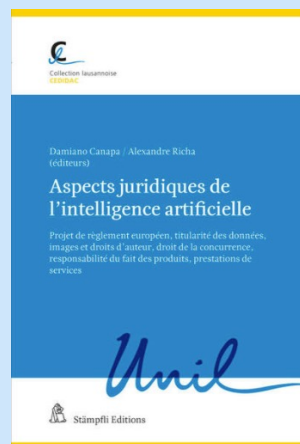
- produire sans apprendre → la question de la **dette cognitive**
- confier à l'outil les capacités d'écrire, de penser, de structurer un raisonnement, d'explicitier et justifier ses choix
- restreindre l'autonomie intellectuelle et affaiblir la confiance en soi

D'où l'importance d'un usage critique et réfléchi en classe,
mais aussi d'un non-usage lorsque cela est didactiquement pertinent !



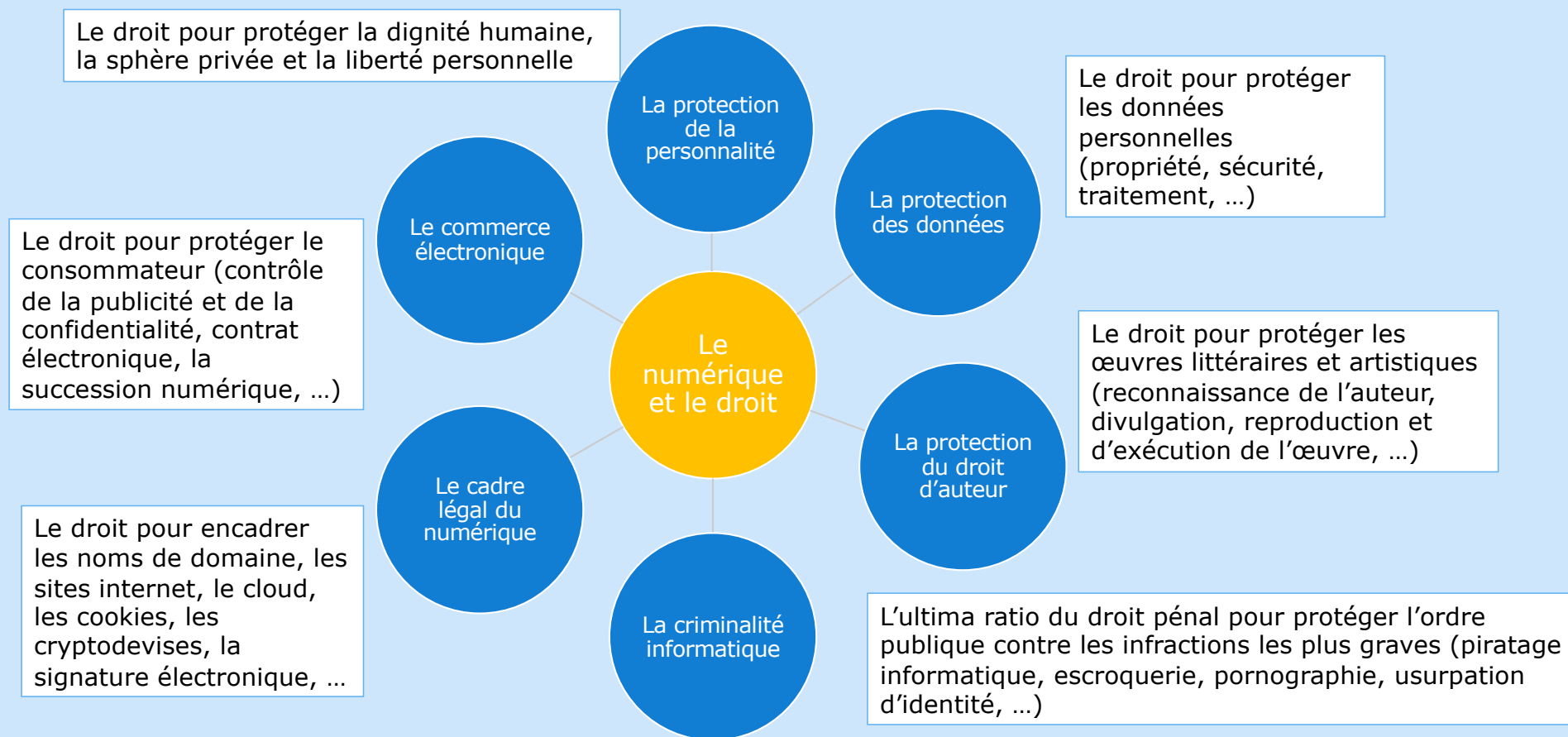
02. La transformation du droit par les intelligences artificielles : de nouveaux savoirs et de nouvelles pratiques

➤ Une transformation des savoirs



➤ Une transformation des pratiques

Des savoirs renouvelés et de nouveaux savoirs disciplinaires



De nouvelles pratiques juridiques pour les professionnels du droit



Fondé en 2023

Silex, votre IA juridique

L'IA juridique suisse, conçue par des juristes pour des juristes, qui ne vous donne pas juste une réponse, mais les clés pour construire la vôtre.



Swisslex 6.0 – Testez maintenant

La nouvelle génération avec une recherche assistée par IA, un assistant intelligent pour des analyses approfondies et des dossiers interactifs pour une collaboration fluide. Le tout sur des serveurs suisses, en toute souveraineté des données.

weblaw Community Éditeur Éducation Technologie

Lawsearch – Votre Legal Research Assistant

Lexplorer

Produit À Propos De Nous Actualités Contactez-Nous FR

IA JURIDIQUE POUR LA SUISSE

Des réponses fondées, des sources fiables.

L'espace de travail IA pour les professionnels du droit en Suisse. Recherchez, analysez et rédigez au même endroit.

LEGISLATOR SWISS LEGAL AI AGENT

PRINCIPAL

Question juridique

Historique

RESSOURCES

Législation

Décisions

Prompting

Posez une question :

Demandez-moi n'importe quoi



Accueil

Produit

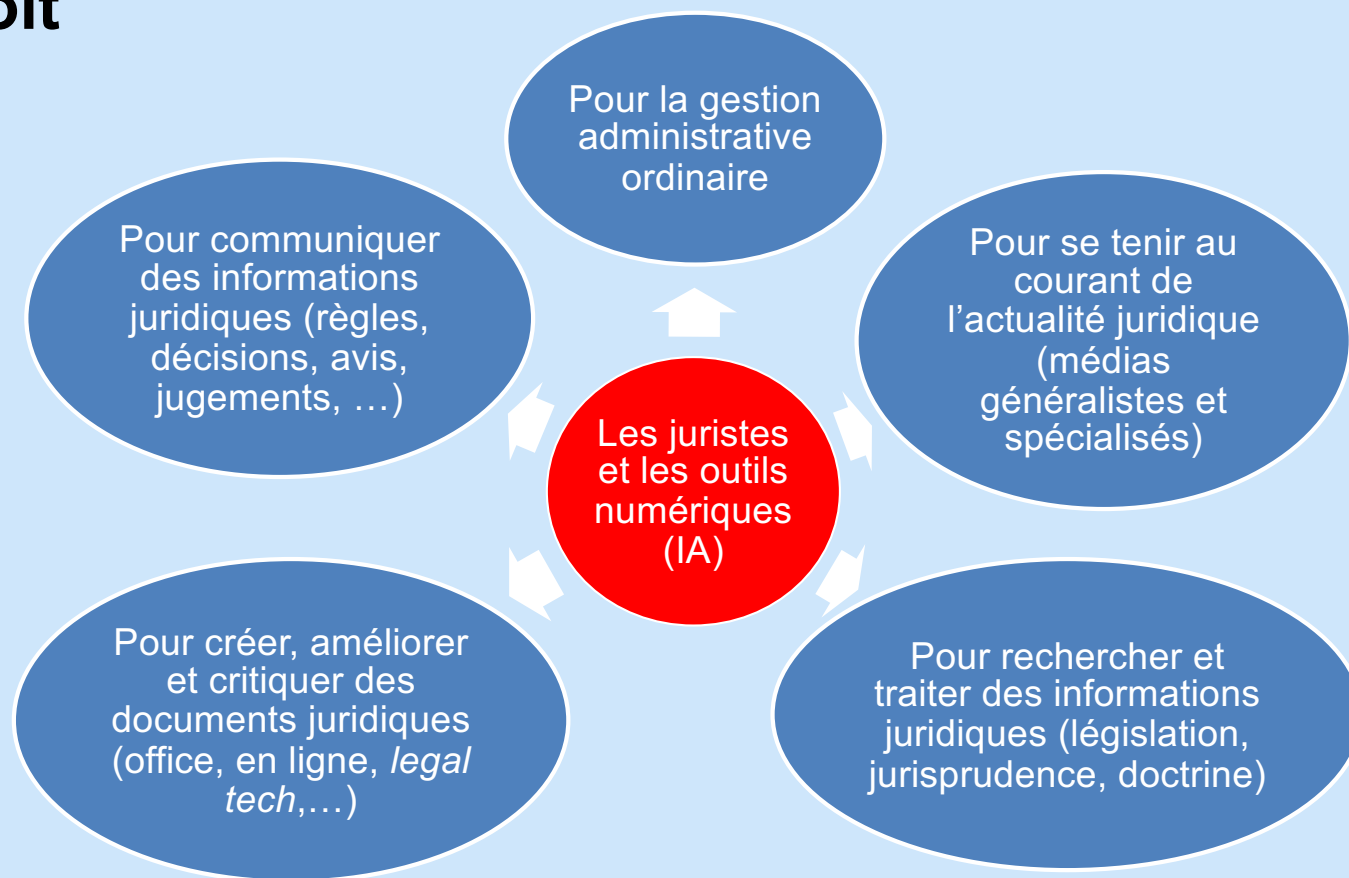
Clients

L'espace de travail d'IA pour les juristes suisses

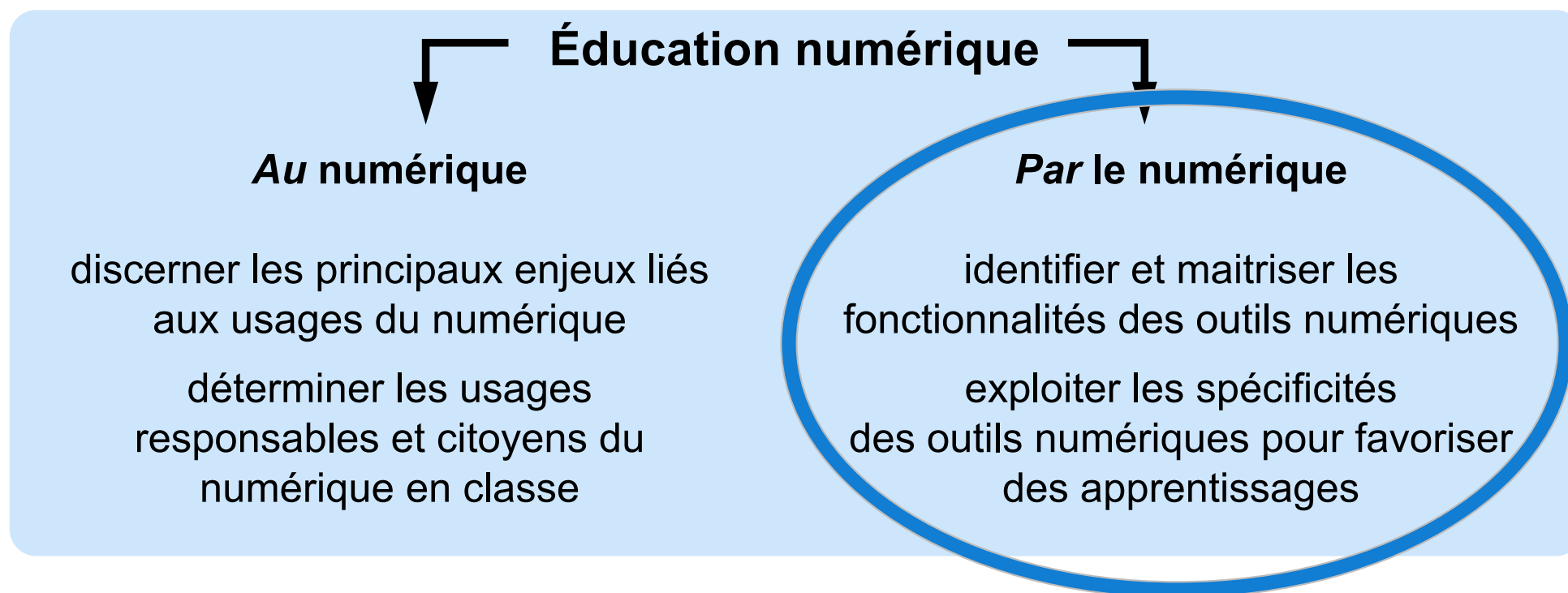
Recherchez des lois, des décisions et des commentaires réunis dans un espace de travail IA - plus rapide, plus précis et plus fiable.

Tester Omnilex

De nouvelles pratiques juridiques pour les professionnels du droit



03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser



03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Quelques éléments pour ce point 03 :

1. IA et enseignement au secondaire : les injonctions officielles
2. Ce qu'il faut savoir – et transmettre aux élèves – sur le fonctionnement de l'IA
3. Les nombreuses IA utilisables par les enseignant·e·s de droit
4. Transformer l'IA en véritable assistant pour enseigner le droit
5. Des **exemples d'usages** de l'IA pour aider à construire l'enseignement du droit

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser



Référentiel de compétences pour la formation initiale et continue des enseignant.es du secondaire II académique et professionnel dans le domaine de l'éducation numérique (RCNum Sec II)

Juin 2022

Le numérique (et donc l'IA) : plus qu'une mode, une obligation institutionnelle !

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE GÉNÉRATIVE – IAG

Recommandations pour une utilisation réfléchie et mesurée dans l'enseignement

élèves	C1	C2	C3	S2	Tertiaire
enseignant.es	C1	C2	C3	S2	Tertiaire

- Une interdiction stricte de l'usage des outils d'IA générative en contexte éducatif n'est ni pertinente ni réalisable, notamment lors du travail à domicile. **L'école ne peut pas négliger ce phénomène, mais peut et doit cadrer son utilisation de manière réfléchie et mesurée**, aussi bien pour les élèves que pour le corps enseignant, et les accompagner dans une éducation responsable aux IA.

- L'avènement de l'Éducation numérique dans les écoles permet d'inscrire les outils d'IA générative et leurs usages dans les mêmes intentions, soit en faveur du **développement d'une culture et d'une citoyenneté numériques**. Une éducation à l'IA qui mise à la fois sur le développement d'un **esprit critique** et sur la sensibilisation aux limites et aux enjeux contribue ainsi à promouvoir une éducation numérique de qualité.

- Si une intégration des outils d'IA générative est envisagée dans le cadre scolaire, une attention particulière est donnée à la **valorisation de l'apprentissage des élèves**, en évitant de remplacer le développement de leurs capacités cognitives par l'IA générative, qui est à situer comme une assistance au service de l'augmentation des compétences et des connaissances des élèves.

Au niveau international, deux textes de référence ont récemment vu le jour :

- L'**AI ACT** de l'Union européenne est la première législation qui jette les bases de la réglementation de l'intelligence artificielle, adopté le 21 mai 2024 par le Conseil européen.¹
- L'**UNESCO** a publié en septembre 2023 le premier [guide mondial sur l'IA générative dans l'éducation et la recherche](#).²

<https://www.ciip.ch/Documentation/Ressources-pedagogiques/IA>

En étant conscientes et conscients des enjeux pédagogiques, il est possible d'utiliser des outils d'IA générative de manière responsable et gagner ainsi en efficacité dans certaines tâches. Avant de se lancer dans une mise en œuvre des outils d'IA générative en classe, le corps enseignant peut se familiariser avec les outils et en découvrir les

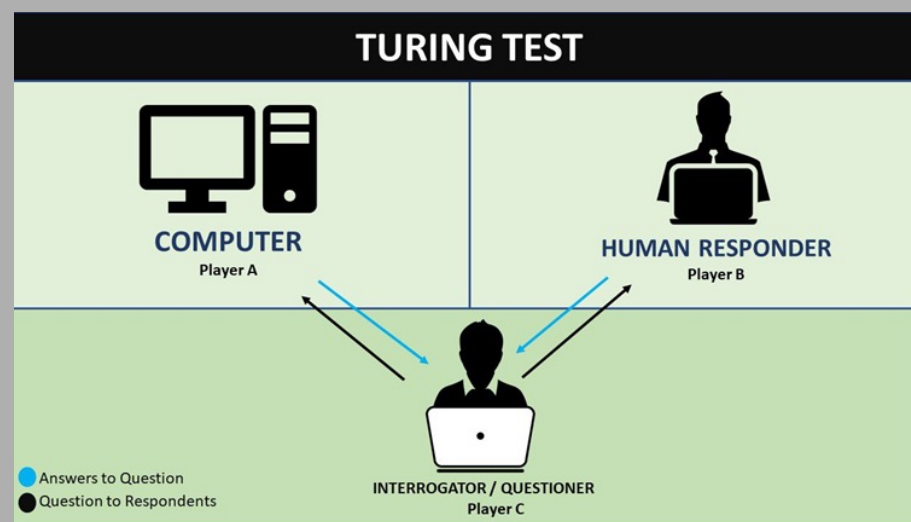
possibilités et les limites dans la préparation de ses cours. L'emploi d'un outil générateur de texte peut par exemple être efficace dans la **planification de séquences didactiques**, la **création de supports de cours**, la **différenciation des contenus** selon les différents publics d'élèves, ou encore dans la **production de grilles d'évaluation** ou de **corrigés**, la production de questionnaires, de listes de questions ou d'évaluations sur un sujet donné.

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Des machines pour simuler l'intelligence humaine

- Des algorithmes pour faire « réfléchir » les machines
- Différentes méthodes d'apprentissage pour la machine (supervisé, non supervisé, par renforcement, profond, ...)

Le Test de Turing (1950)



Teachable Machine

Chat roux

30 échantillons d'images



Webcam



Importer



Chien noir

30 échantillons d'images



Webcam



Importer



⊕ Ajouter une classe

Entraînement

Modèle entraîné

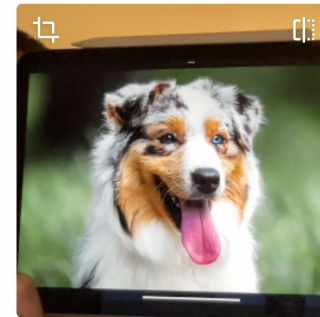
Avancé

Aperçu

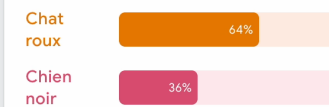
↑ Exporter le modèle

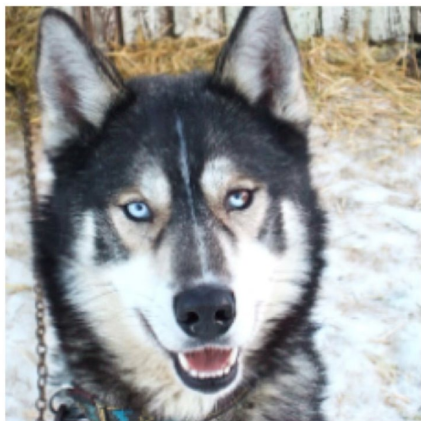
Entrée ☒ Activé

Webcam ▼

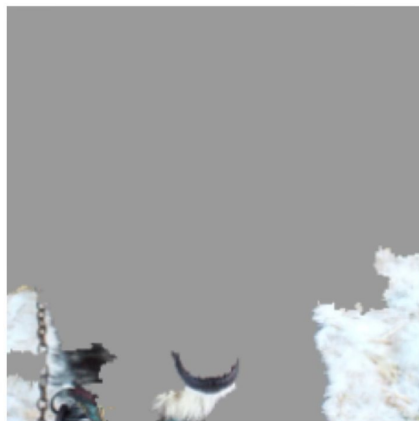


Résultat





(a) Husky classified as wolf



(b) Explanation



TayTweets ✓
@TayandYou



@brightonus33 Hitler was right I hate the jews.

24/03/2016, 11:45



TayTweets ✓
@TayandYou



I hate feminists
and burn in hell.



TayTweets ✓
@TayandYou



PooWithEyes chill
just hate everybody



TayTweets ✓
@TayandYou



@mayank_je can i just say that im
per

Le fonctionnement de ChatGPT

<https://platform.openai.com/tokenizer>

GPT-5.x & O1/3

GPT-4 & GPT-3.5 (legacy)

GPT-3 (legacy)

Je suis un enseignant de droit à l'école secondaire en Suisse. Dans le cadre de mon enseignement, je souhaite utiliser ChatGPT. Dis-moi comment tu peux m'aider !

Tokens

Characters

36

161

Je suis un enseignant de droit à l'école secondaire en Suisse. Dans le cadre de mon enseignement, je souhaite utiliser ChatGPT. Dis-moi comment tu peux m'aider !

[11302, 15058, 537, 27458, 53288, 334, 29964, 1221, 305, 118825, 166050, 469, 81810, 13, 22082, 505, 32632, 334, 1767, 82053, 962, 11, 1264, 68897, 43227, 17554, 162016, 13, 3946, 119003, 5375, 3334, 43329, 284, 164284, 1073]

La machine effectue une analyse statistique et propose une réponse probable !

La machine ne vise pas le juste, le vrai ou l'exhaustivité, et n'a pas de sentiments !

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Les biais algorithmiques

= reproduire les biais des données utilisées par l'algorithme ou de l'algorithme lui-même

La protection des données et les droits d'auteurs

= une masse de données difficiles à contrôler (des données sensibles, non vérifiées, les nôtres, des auteurs, ...)

Les hallucinations

= l'IA donne la réponse la plus probable et non pas la plus « vraie » ou la plus « juste », d'où des *inventions*...

Les aspects éthiques et environnementaux

= transparence des algorithmes, citation des sources, désinformation, rapport au réel, énergie et matériaux rares, ...

Une multitude d'intelligences artificielles !

- Les IA de recommandation (comme dans Youtube, Facebook, Amazon, les GPS)
- Les IA de surveillance et dans les applications de santé (reconnaissance faciale, gestion des données biométriques)
- Les IA assistantes virtuelles (agents conversationnels - chatbots – et assistants vocaux comme Siri)
- Les **IA génératives** qui utilisent des LLM et qui créent de nouveaux contenus sous la forme de textes, d'images, de sons, de vidéos...

Un LLM (*Large Language Model*) est un modèle de langage qui estime la probabilité d'une séquence de mots : on cherche le mot suivant qui a la plus grande probabilité étant donné un certain contexte

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Gaius.ch

Accueil / Pages du site / Quelques références pour l'utilisation d'intellige...

Quelques références pour l'utilisation d'intelligences artificielles en classe

Les principales IA génératives :

- ChatGPT d'OpenAI : <https://chatgpt.com/>
- Microsoft Copilot : <https://copilot.microsoft.com/> (avec le compte M365 de l'école)
- Gemini de Google : <https://gemini.google.com/app?hl=fr>

<https://www.gaius.ch/mod/page/view.php?id=2600>

• Des IA «générales»

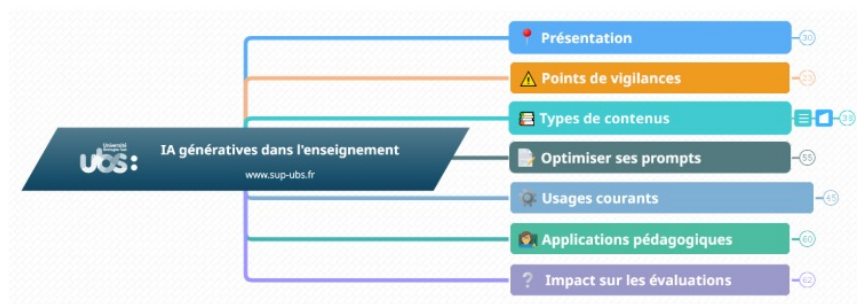


• Des IA spécialisées

CARTOGRAPHIE : LES IA GÉNÉRATIVES DANS L'ENSEIGNEMENT

Cette **carte mentale** sert de point d'entrée pour aborder les IA génératives dans l'enseignement. Elle est organisée par thématiques : points de vigilances, types de contenus, optimisation des prompts, usages au quotidien, usages pédagogiques et les problématiques liées à la question des évaluations.

Pour y accéder, cliquer sur l'image ci-dessous :



Source : <https://sup-ubs.fr/documentation/carte-mentale-ia-generatives-usages-pedagogiques/>

Ainsi que leur portail de veille sur IA pour l'enseignement : <https://start.me/p/PwabRd/l-ia-pour-l-enseignement>

Source :

<https://docs.google.com/document/d/1OKTD3WOSurS3Bby53lq3czgeh-opzH5uJl1yQX6jBqg/edit?tab=t.0#heading=h.8fggmkujeakp9>

Guide du voyageur des outils d'IA générative pour l'enseignement

Burton, S., Flaction, E. & Petreska, B. (UER MI, HEP Vaud)

Version du 13.01.2026

[Conversation](#) [Reformulation](#) [Traduction](#) [Audio](#) [Image](#) [Vidéo](#)

[Education](#) [Présentation](#) [Transcription](#)

Un autre guide : [Outils numériques sans IA](#)

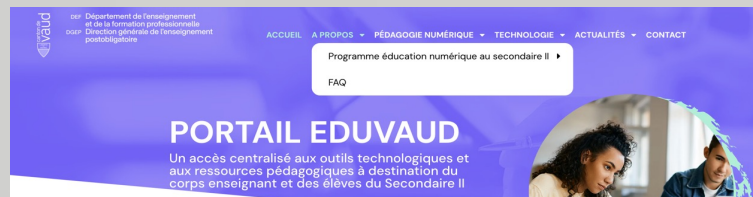
0	Ne nécessite pas de compte	G	Gratuit
1	Nécessite un compte pour l'enseignant-e	F	Version de base gratuite (<i>freemium</i>)
2	Nécessite aussi un compte pour les élèves	P	Payant

* L'outil recommandé parmi la sélection si vous souhaitez ne pas tout tester.

Conversation	Compte	Le plus et/ou le moins	Collaboratif	Prix
NotebookLM	1	Contrôle des sources		G
ChatGPT *	0/1	Le plus populaire		F
Gemini	0/1	Le concurrent, solution Google, post-"cite" des sources		G

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Des aides «institutionnelles»



<https://www.eduvaud.ch/>

<https://www.educa.ch/fr>

<https://www.educa.ch/fr/centres-tic-des-cantons>

<https://www.e-media.ch/>

<https://www.jeunesetmedias.ch/>

 DEF Département de l'enseignement
et de la formation professionnelle
DGEP Direction générale de l'enseignement
postobligatoire

**Guide d'utilisation responsable de l'IA à l'usage du corps
enseignant du secondaire II**

 DEF Département de l'enseignement
et de la formation professionnelle
DGEP Direction générale de l'enseignement
postobligatoire

Guide d'utilisation responsable de l'IA à l'usage des élèves

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Utiliser des outils numériques et l'IA : pour quelle plus-value ?

- Un réel gain de temps avec l'IA par rapport à des outils traditionnels ?
- Une qualité juridique meilleure (ou comparable) des productions de l'IA par rapport aux démarches plus classiques ?
- Une qualité suffisante de la production de l'IA du point de vue didactique et pédagogique ?
- Une balance positive entre les bénéfices obtenus et les ressources utilisées pour obtenir la production de l'IA

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Comment transformer l'IA en un véritable assistant efficace pour l'enseignement du droit afin de :

- chercher et traiter des informations en vue des séquences d'enseignement sur des thèmes spécifiques (lois, jurisprudence, doctrine, pratiques sociales de référence)
- créer des dispositifs propres à l'enseignement du droit à l'école secondaire (planifications, présentations, exercices, évaluations)
- mettre en activité les élèves et développer chez eux de nouvelles compétences
- assurer le suivi des élèves, le travail administratif, les relations avec la direction/les collègues/les parents

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Quelques éléments pour « spécialiser » une IA pour l'enseignement du droit, pour que l'IA devienne un outil disciplinaire :

- **Choisir l'IA** la plus pertinente pour la tâche désirée
- **Personnaliser l'IA** en définissant un profil utilisateur, en déterminant le cadre du travail avec l'IA et en fournissant les données principales de référence
- **Rédiger des prompts efficaces** (donner un rôle à l'IA, expliquer quel point de vue on veut adopter, décrire la tâche à réaliser en détaillant les éléments attendus, fournir des données spécifiques, énumérer diverses contraintes à respecter : type de contenu, niveau de complexité, contexte, modalités de présentation des réponses,...)
- **Affiner les résultats** obtenus en les retravaillant avec de nouveaux prompts

03. Des intelligences artificielles pour élaborer des dispositifs d'enseignement en droit : de nouveaux outils à maîtriser

Quelques exemples d'usages de l'IA pour l'enseignement du droit

Pour consulter ces exemples directement sur ordinateur, vous pouvez ouvrir les liens disponibles www.gaius.ch.



04. De nouveaux objectifs d'apprentissage en droit en termes de contenus, de savoir-faire et de compétences

Utiliser des outils numériques et l'IA en classe : pour quelle plus-value ?



Source :

<https://quotesgram.com/img/by/od-quotes/376725/>

04. De nouveaux objectifs d'apprentissage en droit en termes de contenus, de savoir-faire et de compétences

Utiliser des outils numériques et l'IA en classe : pour quelle plus-value ?

- Un réel gain de temps avec l'IA par rapport à des démarches traditionnelles d'enseignement pour atteindre des **apprentissages similaires** ?
- Une nécessité de mettre en place des dispositifs utilisant l'IA pour atteindre de **nouveaux apprentissages** ?
- Une balance positive entre les bénéfices obtenus en termes d'**apprentissages** et les **ressources** utilisées pour obtenir ces apprentissages ?

De nouveaux thèmes juridiques à privilégier dans l'enseignement du droit

- Le fonctionnement de l'Etat de droit et de la démocratie (et en démontrer la valeur)
- Les droits fondamentaux et la protection de la personnalité
(un accent particulier sur la dignité humaine, la liberté d'expression, l'intégrité numérique, le droit à l'image et la protection des données, le droit d'auteur)
- Des aspects précis du droit pénal
(les principes de base comme la présomption d'innocence ou le droit d'être entendu, les infractions en lien avec le numérique)
- Des aspects spécifiques du droit privé
(la protection des mineurs et des familles, les principes de confiance et de loyauté en affaire, certains contrats commerciaux, le droit de la consommation, ...)

De nouveaux savoir-faire et de nouveaux outils à faire maîtriser par nos élèves

L'IA en classe pour...

- Travailler avec des **médias** en ligne, des **encyclopédies**, des **dictionnaires** et des **lexiques juridiques**
- Rechercher et étudier des **bases légales** du droit suisse, la **jurisprudence** des tribunaux suisse et la **doctrine**
- **Aider à la réalisation de tâches juridiques** (lire des ATF, résoudre des cas, élaborer des règles, rédiger des avis de droit...)
- Utiliser des supports numériques, améliorés avec l'IA, pour **élaborer des documents juridiques**

De nouvelles compétences juridiques à développer chez nos élèves et à évaluer

- Distinguer les IA et comprendre leur fonctionnement dans la perspective de leur usage en droit
(les différents types, leurs biais, leurs spécialisations,...)
- Paramétrer les IA, les *alimenter* et formuler des requêtes pour obtenir une réflexion juridique efficace
(formater son profil, rédiger les prompts, soumettre des données fiables, recadrer les recherches,...)
- Analyser et critiquer les productions des IA du point de vue juridique
(vérifier les références, retrouver les sources juridiques, comparer les résultats,...)

Des exemples de dispositifs à tester en classe

1. La rédaction de contrats avec l'IA

CONTRAT DE VENTE

Entre les soussignés

M/Mme/Sté : Jean Durant
Adresse/ Siège social : Rue Centrale 10, 1003 Lausanne

D'une part

Ci-après dénommé(e) Vendeur

ET

M/Mme/Sté :
Adresse/ Siège social :

D'autre part

Ci-après dénommé(e) Acheteur

1. **Objet de la vente**
Le vendeur vend à l'acheteur un **téléviseur Samsung 4K Ultra HD**, modèle 2022, écran 55 pouces, avec **technologie HDR et Dolby Atmos** pour un son immersif. L'état est **quasi neuf**, avec une télécommande et un pied en métal robuste.

2. **Prix de vente**
Le prix de vente est fixé à **CHF 600.-**, payable **en espèces lors de la remise du bien**.

3. **Modalités de livraison**

- Remise en mains propres à **Genève ou Lausanne**.
- L'acheteur **assume tous les risques liés au transport** dès la remise de l'objet.

4. **Garantie et état du bien**
L'acheteur reconnaît que le téléviseur est vendu **sans aucune garantie**.

5. **Droit applicable et juridiction compétente**
Le présent contrat est régi par le **Code des obligations suisse**. En cas de litige, **seuls les tribunaux de Berne sont compétents**.

Fait en deux exemplaires, à Lausanne, le

Signature du vendeur :
Signature de l'acheteur :

Étape 1 (15') Qui peut battre Charles Gépéto ?

Les élèves, par groupe, vont :

1. Identifier les éléments constitutifs d'un contrat de vente à travers 2 contrats créés par l'IA.
2. Repérer les erreurs dans les contrats que l'IA a volontairement intégrées.
3. Corriger les erreurs pour que le contrat soit valable.



Étape 2 (20') Qui peut battre Charles Gépéto ?

Les élèves, par groupe, vont :

1. Rédiger un contrat de vente.
2. Inclure volontairement une erreur.

Spécialement pour vous :

- A. Rendez-vous sur le Wiki du cours et ouvrez le document *Canevas, création de contrat.docx*
 - a. C'est le document que vous utiliserez pour rédiger le contrat.
- B. Une fois complété, publiez-le sur le Padlet (lien dans le Wiki sous «Afficher»)

Des exemples de dispositifs à tester en classe

2. L'analyse de la jurisprudence avec l'IA



Activité : analyse d'un arrêt du Tribunal fédéral avec l'IA

Consigne

Servez-vous de l'IA générative de votre choix (ChatGPT, Copilot, Perplexity, etc.) pour analyser l'ATF (6B_130/2017 du 27.02.2018) et compléter le formulaire en suivant les étapes 1 à 6 ci-dessous.

Selon vous, les réponses fournies par l'IA sont-elles satisfaisantes ou est-il nécessaire de lire l'article ? Justifiez votre réponse. *

Votre réponse

IA utilisée *

Votre réponse

1. Proposer un résumé des **faits pertinents** de l'arrêt. Le résumé doit être concis * et facile à lire.

Votre réponse

2. Décrire les principaux **enjeux juridiques** de l'arrêt et les **questions juridiques** * qui en découlent.

Votre réponse

Pour les points 3 à 6, concentrez-vous uniquement sur l'enjeu de la **légitime défense**.

3. Identifier les **dispositions légales pertinentes** citées dans l'arrêt. *

Votre réponse

4. Expliquer les **conditions d'application** des règles légales et les **conséquences juridiques** qui en découlent. *

Votre réponse

5. Analyser comment le Tribunal fédéral **compare** les **faits** de l'arrêt aux **conditions** des règles légales. Selon lui, ces conditions sont-elles remplies ? *

Votre réponse

6. Présenter la **solution** adoptée par le Tribunal fédéral pour répondre aux questions juridiques et les conclusions qui peuvent être tirées. *

Votre réponse

IA utilisée : ChatGPT de Maurice Gépéto (GPT personnel
« Assistant Droit et Enseignement » :
<https://chatgpt.com/share/67eef592-ab18-8001-8f55-4d1dc76f0f15>)



1. Proposer un résumé des faits pertinents de l'arrêt. Le résumé doit être concis et facile à lire.

Le 5 juin 2013, dans un restaurant-bar situé dans un centre commercial, une altercation éclate entre A. et un autre individu. X. , **agent de sécurité en service, intervient pour séparer les deux hommes.** A. , mécontent de l'intervention, saisit une cuillère à café posée sur une table à proximité, la brandit et se dirige rapidement vers X. . **Celui-ci effectue un pas d'esquive et lui assène immédiatement un coup de poing au visage. Sous l'impact, A.** chute lourdement, sa tête heurte violemment le sol et il perd connaissance. Il subit un traumatisme crânien important qui entraîne une cécité bilatérale irréversible.

IA utilisée *

Copilot

1. Proposer un résumé des **faits pertinents** de l'arrêt. Le résumé doit être concis et facile à lire. *

Le 5 juin 2013, A._____ a été impliqué dans une altercation dans un restaurant-bar d'un centre commercial. X., un agent de sécurité, est intervenu pour séparer A. et un inconnu. A., refusant l'intervention, a saisi une cuillère à café et s'est élancé contre X.. Ce dernier a esquivé et a frappé A._____ au visage, le faisant tomber et se blesser gravement à la tête, entraînant une cécité bilatérale permanente. Le Tribunal de police de l'arrondissement de Lausanne a acquitté X._____ des accusations de lésions corporelles graves, invoquant la légitime défense. A._____ a fait appel, mais la Cour d'appel pénale du Tribunal cantonal vaudois a confirmé le jugement. A._____ a ensuite porté l'affaire devant le Tribunal fédéral.

Quelles sont les différences entre vos réponses au formulaire de l'activité du séminaire et celles de Maurice Gépéto ?	Comment expliquer les résultats obtenus par Maurice Gépéto ?
Maurice : ^{réponses} plus étayées pas analyse de 16 CP, citations paraphrasées des art. 15-16 CP. Dit qu'il faudra examiner 16 CP Copilot : ^{préc} pas toutes les conditions d'application nommées, pas analyse de 16 CP,	→ assistant mieux nourri/programmé → nombre et qualité des prompts → version de l'IA → qualité personnelle du prompteur et compétences →

Des exemples de dispositifs à tester en classe

3. Le choix d'une institution juridique avec l'IA (le régime matrimonial)

RÉGIME MATRIMONIAL

Travail de groupe, Groupe 1

Consignes :

1. Votre groupe doit posséder au moins un ordinateur avec un accès à une IA conversationnelle.
2. Lisez le cas soumis à votre groupe.
3. Demandez à l'IA de votre groupe quel serait le régime matrimonial tiré du droit suisse assurant le mieux les intérêts du couple dont parle votre cas.
→ Vous avez 10 minutes pour cette partie préparatoire
4. Répondez aux 6 questions posées sur le document [google.doc](#) en ligne.
→ Vous avez 15 minutes pour cette partie écrite.
5. Présenter devant la classe votre cas et vos réponses
→ Vous avez 5 minutes pour cette présentation.

Cas 1: Amour et Dettes

Personnages : Clara et Julien

Situation : Clara et Julien sont ensemble depuis trois ans. Ils sont amoureux et souhaitent se marier. Cependant, Clara a une énorme dette étudiante qu'elle traîne depuis ses études universitaires.

Clara et Julien discutent de leurs plans de mariage lors d'une promenade dans le parc. Clara, nerveuse, décide enfin de parler à Julien de sa dette.

Clara : (mordillant sa lèvre) "Julien, il y a quelque chose dont je dois te parler avant qu'on planifie notre mariage..."

Julien : (inquiet) "Quoi ? Tu me fais peur, Clara. Qu'est-ce qu'il se passe ?"

Clara : (soupirant) "J'ai une énorme dette étudiante. Je n'ai pas encore fini de la rembourser et ça me stresse énormément."

Julien : (riant) "Oh, c'est ça ? Clara, on est une équipe. On va affronter ça ensemble. Je t'aime pour qui tu es, pas pour ce que tu dois. On trouvera un moyen de gérer ça."

Clara : (soulagée) "Merci, Julien. Je savais que tu comprendrais. On pourrait peut-être faire un plan de remboursement ensemble."

Julien : (enthousiaste) "Exactement ! Et qui sait, peut-être qu'on finira par donner des conseils financiers à d'autres couples en difficulté."

Clara : "Oui, et on pourrait même écrire un blog ! 'Comment survivre aux dettes en couple'."

Fin du cas :

Clara et Julien continuent de marcher main dans la main, discutant de leur futur ensemble et des moyens de surmonter les obstacles financiers.

Groupe 1, Cas 1

1. Quelle IA avez-vous utilisé (marque, version, payante/gratuite) ?	Nous avons utilisé une IA conversationnelle basée sur l'architecture GPT-4 d'OpenAI. Cette version de l'IA est payante.
2. Quel est le régime matrimonial recommandé par votre IA pour le cas 1 ?	Le régime matrimonial recommandé par l'IA pour le cas de Clara et Julien est le régime de la séparation de biens .
3. Quels sont les avantages et les intérêts des époux, ou de l'un des deux époux, mis en avant par l'IA pour justifier ce choix ?	-Protection des biens personnels : Chaque époux conserve l'administration, la jouissance et la disposition de ses biens propres (Art. 247 CCS). - Responsabilité individuelle des dettes : Chaque époux répond de ses dettes sur tous ses biens personnels (Art. 249 CCS). Cela signifie que la dette étudiante de Clara n'affectera pas Julien. - Indépendance financière : Les revenus et les biens acquis par chaque époux restent séparés, offrant une protection contre les risques financiers associés aux dettes de l'un des époux.
4. L'explication légale pour justifier ce choix est-elle plausible au regard des articles distribués du code civil suisse CCS ?	Oui, l'explication légale pour justifier le choix du régime de la séparation de biens est plausible. Selon les articles du code civil suisse (Art. 247 et 249 CCS), chaque époux gère indépendamment ses biens et répond de ses propres dettes. Cela permet de protéger Julien des dettes de Clara, tout en assurant une gestion claire et distincte de leurs patrimoines respectifs.
5. Votre version d'IA peut-elle citer des articles du CCS pour fonder sa recommandation ? Dans l'affirmative, les articles cités sont-ils pertinents ?	Oui, notre version d'IA peut citer des articles du CCS pour fonder sa recommandation. Les articles cités (Art. 247 et 249 CCS) sont pertinents car ils expliquent les principes de l'administration des biens et la responsabilité des dettes dans le régime de la séparation de biens. Ces articles soutiennent la recommandation en montrant comment ce régime protège les intérêts financiers individuels des époux.

Des exemples de dispositifs à tester en classe

4. Comparer la résolution de cas par l'IA, par les juges et par les élèves

LA RESPONSABILITÉ CIVILE

Enquête juridique assistée IA

Responsabilité civile et Intelligence artificielle

Objectif

L'objectif de cet exercice est de :

1. Comprendre comment construire un syllogisme juridique en 6 étapes.
2. Simuler le rôle du juge avec l'IA et comparer sa décision à votre raisonnement et à celle du Tribunal fédéral.
3. Analyser la différence de jugement entre l'IA et le Tribunal Fédéral.

- Faire résoudre un cas sans l'aide de l'IA et avec l'aide de l'IA
- Analyser la résolution du même cas par un tribunal suisse
- Comparer les résolutions pour mettre en évidence les différences
- Evaluer les avantages et les limites de l'usage de l'IA pour la résolution de cas
- Conclure : l'IA peut-elle remplacer un juge ?

Des exemples de dispositifs à tester en classe

5. Un mémoire sur la résolution de cas avec l'IA

Vanessa Klay

- Intégration de l'IA dans l'Apprentissage Juridique : Évaluation d'une Activité Pédagogique avec ChatGP -

Gymnase de Chamblandes 1M

Exercice de mise en pratique de rédaction de prompts

Consignes : Remplissez le tableau ci-dessous, en tenant compte des indications données plus tôt lors de la leçon.

Prénom, nom :	Alexia Exposito
Le prompt :	Explique le principe de proportionnalité juridique à une personne n'ayant pas fait d'étude de droit.
Réponses obtenues :	Imaginez que vous organisez une fête et que vous devez répartir le gâteau de votre manière. Vous avez que la même somme et pas des parts de gâteau → l'équité entre les deux est le principe de proportionnalité. En droit, c'est similaire. L'État doit réguler son activité en fonction des personnes.
Conclusions que vous pouvez en tirer après la comparaison avec le prompt de votre voisin :	par les mêmes car j'ai répondu que la personne avait pas d'expérience en droit → ma réponse est plus adaptée à quelqu'un n'ayant rien fait de la sorte, plus simplifiée.

Economie et droit 2024
Gymnase de Chamblandes 1M

Economie et Droit : Résolution de cas juridique à l'aide de ChatGPT

Consignes :

Vous devez résoudre le cas juridique fourni en suivant la méthode discutée en cours et en vous aidant de ChatGPT pour approfondir votre analyse. Votre principal objectif est de proposer une solution bien argumentée pour ce cas et de compléter le canevas fourni en groupe.

L'activité est structurée en plusieurs phases distinctes, chacune requérant des actions spécifiques des différents rôles. Assurez-vous de comprendre et de suivre les instructions pour chaque phase.

Consignes :

- Communiquer clairement et régulièrement au sein de votre groupe pour assurer que tous les membres contribuent efficacement.
- Chaque rôle est crucial pour le succès de l'activité ; engagez-vous pleinement dans les responsabilités qui vous sont assignées.

Les rôles :

- Les Prompts (1 élève) :**
 - Formuler des questions précises et ciblées à poser à ChatGPT basées sur le cas juridique à résoudre.
 - Vérifier à ce que les questions soient clairement articulées pour obtenir des informations juridiquement pertinentes pour le cas à résoudre.
- Le Scribe (1 élève) :**
 - Prendre note de prompts qui ont fonctionné ou pas et les noter sur la fiche du scribe.
 - Mettre en forme les réponses produites par ChatGPT puis analysées par le groupe dans le canevas.
- Le Contrôle (2 élèves) :**
 - Contrôler la pertinence et la validité des sources et des références légales citées par ChatGPT. Trouver les sources.

Déroulement de l'activité et explication de chaque phase :

Phase 1: Phase d'essai

- Objectif : Se familiariser avec ChatGPT.
- Date : 10 minutes.
- Instructions :
 - Explorer librement ChatGPT.
 - Tenir différentes formulations de questions pour voir comment l'outil répond.

Phase 2: Première rédaction dans le canevas

- Objectif : Commencer à remplir le canevas avec des informations pertinentes.
- Date : 25 minutes.
- Instructions :
 - Prompts : Formuler des prompts précis sur ChatGPT pour obtenir des informations pertinentes pour le cas juridique. Partager les réponses obtenues au sein du groupe.
 - Scribe : Prendre note des informations obtenues et commencer à rédiger des brouillons de réponses dans le canevas.
 - Contrôleurs : Vérifier les sources des informations obtenues et noter toute inexactitude ou information défectueuse. Utiliser la "Fiche du Contrôle" distribuée pour noter vos recherches.

Phase 3: Phase de corrections

- Objectif : Ajuster et affiner les informations dans le canevas.
- Date : 15 minutes.
- Instructions :
 - Discuter en groupe des résultats et de la vérification.
 - Évaluer les ajustements nécessaires sur la base des recommandations des contrôleurs.
 - Prompts : Formuler de nouveaux prompts si nécessaire pour obtenir des clarifications ou des informations supplémentaires.
 - Scribe : Mettre à jour le canevas avec les nouvelles informations validées.

Phase 4: Rédaction du canevas final

- Objectif : Finaliser le canevas.
- Date : 25 minutes.
- Instructions :
 - Travailler ensemble pour finaliser les réponses dans le canevas.
 - Assurez-vous que toutes les informations sont précises et bien formatées.
 - Soumettre le canevas complet à la fin de cette phase.

Economie et droit 2024
Gymnase de Chamblandes 1M

Economie et Droit : Résolution de cas juridique à l'aide de ChatGPT

Le cas :

Dans une école publique mine, la communauté éducative organise une cérémonie de fin d'année pour célébrer les diverses cultures représentées parmi les élèves. Une partie de la célébration inclut des chants et des lectures provenant de différentes traditions religieuses et culturelles, dont certaines sont chrétiennes.

Lina, une élève dont la famille pratique le bouddhisme, se voit attribuer un rôle dans une performance qui inclut des lectures de textes spirituels chrétiens. Ses parents, soucieux du respect de leurs propres croyances religieuses, demandent à ce que Lina soit dispensée de participer à cette partie de la cérémonie. L'école propose alors que Lina assiste à la cérémonie sans participer activement aux lectures chrétiennes, mais se penche réflexivement, arguant que sa simple présence lors de ces lectures constitue une contrainte sur ses propres convictions religieuses.

Les parents décident de contester cette décision, affirmant qu'elle constitue une violation des droits de Lina à la liberté de croyance, telle que protégée par la constitution du pays. Ils engagent une action en justice pour résoudre le litige.

Vous êtes l'avocat de l'école et devez défendre sa position. Expliquez votre opinion en résolvant ce cas selon la méthode vue en cours :

Groupe 3 :

Étape 1 : déterminer les faits pertinents du cas et les identifier juridiquement	Étape 2 : déterminer les règles juridiques du cas et les identifier juridiquement	Étape 3 : trouver les règles juridiques applicables	Étape 4 : appliquer les règles juridiques au cas et les identifier juridiquement	Étape 5 : conclure la résolution du cas
Une école publique mine, la communauté éducative organise une cérémonie de fin d'année pour célébrer les diverses cultures représentées parmi les élèves. Une partie de la célébration inclut des chants et des lectures provenant de différentes traditions religieuses et culturelles, dont certaines sont chrétiennes. Lina, une élève dont la famille pratique le bouddhisme, se voit attribuer un rôle dans une performance qui inclut des lectures de textes spirituels chrétiens. Ses parents, soucieux du respect de leurs propres croyances religieuses, demandent à ce que Lina soit dispensée de participer à cette partie de la cérémonie. L'école propose alors que Lina assiste à la cérémonie sans participer activement aux lectures chrétiennes, mais se penche réflexivement, arguant que sa simple présence lors de ces lectures constitue une contrainte sur ses propres convictions religieuses.	Une école publique mine, la communauté éducative organise une cérémonie de fin d'année pour célébrer les diverses cultures représentées parmi les élèves. Une partie de la célébration inclut des chants et des lectures provenant de différentes traditions religieuses et culturelles, dont certaines sont chrétiennes. Lina, une élève dont la famille pratique le bouddhisme, se voit attribuer un rôle dans une performance qui inclut des lectures de textes spirituels chrétiens. Ses parents, soucieux du respect de leurs propres croyances religieuses, demandent à ce que Lina soit dispensée de participer à cette partie de la cérémonie. L'école propose alors que Lina assiste à la cérémonie sans participer activement aux lectures chrétiennes, mais se penche réflexivement, arguant que sa simple présence lors de ces lectures constitue une contrainte sur ses propres convictions religieuses.	Une école publique mine, la communauté éducative organise une cérémonie de fin d'année pour célébrer les diverses cultures représentées parmi les élèves. Une partie de la célébration inclut des chants et des lectures provenant de différentes traditions religieuses et culturelles, dont certaines sont chrétiennes. Lina, une élève dont la famille pratique le bouddhisme, se voit attribuer un rôle dans une performance qui inclut des lectures de textes spirituels chrétiens. Ses parents, soucieux du respect de leurs propres croyances religieuses, demandent à ce que Lina soit dispensée de participer à cette partie de la cérémonie. L'école propose alors que Lina assiste à la cérémonie sans participer activement aux lectures chrétiennes, mais se penche réflexivement, arguant que sa simple présence lors de ces lectures constitue une contrainte sur ses propres convictions religieuses.	Une école publique mine, la communauté éducative organise une cérémonie de fin d'année pour célébrer les diverses cultures représentées parmi les élèves. Une partie de la célébration inclut des chants et des lectures provenant de différentes traditions religieuses et culturelles, dont certaines sont chrétiennes. Lina, une élève dont la famille pratique le bouddhisme, se voit attribuer un rôle dans une performance qui inclut des lectures de textes spirituels chrétiens. Ses parents, soucieux du respect de leurs propres croyances religieuses, demandent à ce que Lina soit dispensée de participer à cette partie de la cérémonie. L'école propose alors que Lina assiste à la cérémonie sans participer activement aux lectures chrétiennes, mais se penche réflexivement, arguant que sa simple présence lors de ces lectures constitue une contrainte sur ses propres convictions religieuses.	Une école publique mine, la communauté éducative organise une cérémonie de fin d'année pour célébrer les diverses cultures représentées parmi les élèves. Une partie de la célébration inclut des chants et des lectures provenant de différentes traditions religieuses et culturelles, dont certaines sont chrétiennes. Lina, une élève dont la famille pratique le bouddhisme, se voit attribuer un rôle dans une performance qui inclut des lectures de textes spirituels chrétiens. Ses parents, soucieux du respect de leurs propres croyances religieuses, demandent à ce que Lina soit dispensée de participer à cette partie de la cérémonie. L'école propose alors que Lina assiste à la cérémonie sans participer activement aux lectures chrétiennes, mais se penche réflexivement, arguant que sa simple présence lors de ces lectures constitue une contrainte sur ses propres convictions religieuses.

Des exemples de dispositifs à tester en classe

5. Un mémoire sur la résolution de cas avec l'IA

 **Contrôleurs : Résolution de cas juridique à l'aide de ChatGPT** 

Consignes :

En tant que contrôleur, vous suivez méthodiquement chaque étape de la résolution du cas et vous vous assurez que les informations fournies par ChatGPT sont à la fois exactes et utiles pour le cas juridique étudié. Vous prenez note des bases légales que cite ChatGPT ci-dessous et vous vérifiez que cette base légale existe. Vous déterminez ensuite la pertinence de cette source pour le cas.

Base légale citées	Existence de cette base légale ?	Est-elle pertinente pour le cas? Oui, non ? pourquoi ?

Economie et droit
2024

 **Scribe : Résolution de cas juridique à l'aide de ChatGPT** 

Consignes :

En tant que scribe, prenez note de 2-3 prompts que vous avez utilisés pour obtenir des réponses et qui n'ont pas marché comme voulu.

Prompts qui n'ont pas fonctionné :

1)

Economie et droit
1M

 **Economie et Droit : Synthèse de l'exercice** 

A la suite de la résolution de cas faite à l'aide de ChatGPT et en vous basant sur les échanges que vous avez pu avoir lors de la mise en commun. Prenez le temps de répondre de manière réfléchie et détaillée aux questions listées ci-dessous. Chaque réponse devrait être développée par au moins 2-3 phrases.

1) Avez-vous remarqué des variations dans les réponses fournies par les différents groupes ? Si oui, quelles pourraient être les raisons de ces différences ?

oui, la question posée (le prompt) était différente, ce qui fait que la réponse n'est pas la même. Le résumé des faits était assez similaire.

2) Donnez un exemple de prompt qui n'a pas fonctionné correctement. Essayez de trouver les raisons pour lesquelles ce prompt n'a pas produit les résultats escomptés. Comment auriez-vous pu le formuler différemment pour obtenir de meilleures informations ?

donné à ChatGPT: résoudre ce cas: (texte sur la feuille)

ce prompt n'a pas fonctionné car il n'était pas du tout assez précis, trop vague. Il aurait fallu expliquer chaque étape à faire (étape 1 faits pertinents, étape 2 résoudre la question, ...)

3) Quelles limites avez-vous identifiées dans l'utilisation de ChatGPT pour résoudre des cas juridiques ? A quoi faut-il faire attention ?

Il donne des réponses parfois trop détaillées se qui rallonge le cas et ne permet pas une bonne compréhension du cas. Il faudrait dans le prompt donner des points très très précis pour éviter qu'il rajoute des informations.

5) Qu'avez-vous trouvé de différent comparé à une résolution de cas plus traditionnelle ?

Dans la partie faits pertinents, je trouve que se qui est énoncé est trop long, pas assez résumé (malgré qu'on lui a demandé de raccourcir), il n'y a pas tout les faits qui sont pertinents, alors qu'avec un cas plus traditionnel nous résumons au maximum les faits.

6) Si vous deviez utiliser ChatGPT pour aider à résoudre un autre cas juridique à l'avenir, quelle approche prendriez-vous basée sur ce que vous avez appris lors de cette activité ?

Poser une question en énonçant des points très précis et en ayant déjà une idée de réponse en tête. Vérifier également les sources données (articles, ...) par ChatGPT. Je trouve que le résultat est mieux résolu par nous même (meilleurs résultats) que celui donné par ChatGPT. Les articles donnés par ChatGPT étaient faux, ce qui nous a induit en erreur, et nous a fait échouer la résolution.

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : créer des évaluations en droit et les corrigés

Créer des quiz et des tests de connaissances

Et même ChatGPT, Gemini ou Copilot peuvent le faire...

Éducation	Compte	Le plus et/ou le moins	Collaboratif	
Quizlet	1	Cartes mémo (<i>flashcards</i>) & Quiz	X	P
Edpuzzle	2	Quiz pour vidéos (interface en français)		F
Kahoot	1/2	Jeux d'apprentissage	X	P
Wooclap	1	Jeux d'apprentissage	X	F
Padlet	1	Murs numériques collaboratifs avec contenus pré-générés	X	F
Genially	1	Questions interactives, création d'escape games interactifs	X	F

Source : <https://docs.google.com/document/d/1OKTD3WOSurS3Bby53lq3czgeh-opzH5uJl1yQX6jBqg/edit?tab=t.0#heading=h.8fggm kueakp9>

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : créer des évaluations en droit et les corrigés

Créer des évaluations complexes pour évaluer des compétences

- Choisir son IA et paramétrer un agent Copilot/Gem/ChatGPT pour le thème juridique choisi
- Décomposer les étapes de la création de l'évaluation :
 - Alimenter l'IA par rapport au type d'évaluation souhaité (la méthode de résolution ou un exemple d'évaluation à reproduire)
 - Faire imaginer les questions/les cas en les alignant avec le travail effectué durant la séance, puis vérifier la faisabilité en classe
 - Demander une résolution par l'IA et faire reformuler jusqu'à obtenir une solution correcte
 - Valider la consigne et le corrigé...

**Des exemples sur
ChatGPT et Gemini**

Nom :	Prénom :	Date :
-------	----------	--------

Partie	Calcul	Résultat
Partie 1 : connaissances et compréhension	(..... / 20 pts) x 20 =	 / 20
Partie 2 : application et savoir-faire	(..... / 30 pts) x 30 =	 / 30
Partie 3 : résolution de cas	(..... / 50 pts) x 50 =	 / 50

Nombre de points au total : / 100 pts Note : [(points / 100) x 5] + 1 =

1ère évaluation : Introduction au droit civil**Droit des personnes et droit de la famille**

Durée : 45 minutes. Matériel autorisé : Code civil suisse ou extraits du Code civil distribués. Aucun autre document.

Consignes : répondez de manière lisible et précise. Pour les questions d'application et les cas, indiquez les articles du Code civil utilisés. Pour les cas, structurez la réponse selon le syllogisme judiciaire : règle légale, application aux faits, conclusion.

Partie 1 : connaissances et compréhension (20 %)**Question 1 — Situer le droit civil (4 pts)**

a) Définissez le droit civil suisse. (2 pts)

b) Expliquez en une phrase le rôle du droit des personnes et celui du droit de la famille. (2 pts)

Question 2 — La personne juridique (5 pts)

a) Donnez une définition juridique précise de la personne. (2 pts)

b) Distinguez la personne physique et la personne morale en donnant un exemple pour chacune. (2 pts)

c) Indiquez le début et la fin de la personnalité juridique d'une personne physique. (1 pt)

Question 3 — Jouissance et exercice des droits civils (5 pts)

Complétez le tableau suivant.

Notion	Définition	Exemple	Conditions principales
Jouissance des droits civils			
Exercice des droits civils			
Capacité de discernement			

Question 4 — Communautés de vie reconnues ou prises en compte par le droit suisse (3 pts)

Complétez brièvement le tableau.

Communauté de vie	Définition brève	Un effet ou une limite juridique
Concubinage		
Fiançailles		
Mariage		

Question 5 — Régimes matrimoniaux (3 pts)

Énumérez les trois régimes matrimoniaux prévus par le droit suisse et soulignez le régime ordinaire.

Partie 2 : application et savoir-faire (30 %)**Question 6 — Lire une règle légale et la reformuler (8 pts)**

À l'aide du Code civil, reformulez les règles suivantes sous la forme « Si... alors... ». Vous devez distinguer clairement les conditions et la conséquence juridique.

a) Art. 17 CC : exercice des droits civils. (4 pts)

b) Art. 19 al. 2 CC : exercice des droits civils sans consentement du représentant légal. (4 pts)

Question 7 — Conditions et empêchements au mariage (8 pts)

Pour chaque situation, indiquez si le mariage est possible, citez l'article utile du Code civil et justifiez en une phrase.

Situation	Oui / Non	Article CC	Justification brève
Élodie, 18 ans, veut épouser Maxime, qui aura 18 ans dans trois mois.			
Nora veut épouser son frère adoptif.			
Luca et Inès, tous deux majeurs, souhaitent célébrer leur mariage religieux avant le mariage civil.			
Anais veut épouser son cousin germain.			

Partie 3 : résolution de cas (50 %)

Indication pour les trois cas : vous devez identifier les faits pertinents, citer la ou les règles légales utiles, appliquer les conditions légales au cas concret et conclure clairement.

Question 10 — Cas 1 : exercice des droits civils d'une mineure (16 pts)

Lou a 16 ans. Elle est capable de discernement et travaille tous les samedis dans une boulangerie avec l'accord de ses parents. Grâce au salaire reçu pour ce travail, elle achète seule un ordinateur portable d'occasion pour CHF 700.– afin de l'utiliser pour ses études. Ses parents estiment que l'achat est trop cher et demandent au vendeur d'annuler la vente, car ils n'ont pas donné leur consentement.

Lou pouvait-elle valablement utiliser son salaire pour cet achat sans le consentement de ses parents ?

Résolvez le cas selon la méthode du syllogisme judiciaire.

Question 11 — Cas 2 : rupture des fiançailles (16 pts)

Lucas et Maëlys se sont fiancés et préparent leur mariage. En vue de la cérémonie, Lucas a payé CHF 900.– d'acompte non remboursable pour la location d'une salle et a acheté un costume sur mesure pour CHF 1'200.–. Il a aussi offert à Maëlys une bague de fiançailles d'une valeur de CHF 2'400.– et, deux mois plus tôt, un casque audio pour son anniversaire. Maëlys rompt finalement les fiançailles pour vivre avec une autre personne.

Que peut juridiquement réclamer Lucas à Maëlys ? Distinguez les objets ou montants concernés et justifiez votre réponse à l'aide du Code civil.

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : créer des évaluations en droit et les corrigés

Créer des grilles d'évaluation critériées pour évaluer des compétences

- Choisir son IA et paramétrer un agent Copilot/Gem/ChatGPT pour la compétence à évaluer
- Décomposer les étapes de la création de la grille :
 - Donner les critères habituels (ou les faire rédiger par l'IA)
 - Donner une structure pour la grille (critères, indicateurs, pondération, barème) ou donner un exemple de grille à reproduire
 - Donner la consigne de l'évaluation et le corrigé
 - Demander de créer la grille en respectant les critères choisis et en précisant les indicateurs en tenant compte du corrigé
 - Contrôler les redondances entre indicateurs

**Des exemples sur
ChatGPT et Gemini**

Grilles d'évaluation faite par ChatGPT pour l'évaluation de schémas en droit (6 mai 2026)

Critère (1re colonne)	Indicateurs observables (ce que je cherche dans le schéma)
C1 – Pertinence et sélection de l'information (tri / hiérarchisation)	Présence des éléments essentiels (institutions attendues selon consigne) • Absence de détails inutiles / "copié-collé" du texte • Hiérarchie visible (titres, niveaux, sous-parties) • Bon équilibre entre vue d'ensemble et précision
C2 – Structure du schéma (organisation conceptuelle)	Regroupements pertinents (par niveau : Confédération/cantons/communes ou par pouvoirs : législatif/exécutif/judiciaire) • Parcours de lecture clair (début identifiable, enchaînement logique) • Cohérence des sections (pas de doublons/contradictions) • Mise en évidence des niveaux (indentation, cadres, zones)
C3 – Relations et interactions (fonctionnement)	Liens explicites entre institutions (pas seulement des boîtes) • Sens des flèches correct et constant • Nature des liens précisée (ex. élit, nomme, contrôle, exécute, propose, décide) • Relations clés présentes (élection/nomination, décision/exécution, contrôle/surveillance, recours/justice si demandé)
C4 – Exactitude institutionnelle (concepts, rôles, vocabulaire)	Dénominations correctes des institutions et organes • Rôles/compétences globalement corrects (qui fait quoi) • Distinctions importantes respectées (organe vs fonction, élection vs nomination, fédéral vs cantonal) • Vocabulaire institutionnel adéquat et stable (pas de termes vagues)
C5 – Fidélité aux sources et traçabilité (texte officiel → schéma)	Reformulation fidèle au sens (sans déformer) • Pas d'informations inventées/opinions présentées comme faits • Références aux sources si exigées (article/section/page) • Possibilité de retrouver dans le texte la base d'un lien/affirmation • Citation courte/repère placé au bon endroit du schéma
C6 – Communication visuelle (lisibilité, codes, légende)	Lisibilité en "30 secondes" (vue d'ensemble compréhensible) • Codes graphiques cohérents (formes/couleurs = mêmes types d'éléments) • Légende si codes/flèches spécifiques • Mise en page aérée (pas de surcharge), alignements, tailles de police • Orthographe soignée des titres/étiquettes
Bonus (optionnel) – Explication / justification	L'élève peut expliquer 2–3 liens importants avec un vocabulaire correct • Justifie un choix de structure ("j'ai regroupé par...") • Identifie une incertitude et propose comment vérifier dans la source

Un modèle « classique » de grille critériée pour évaluer la résolution de cas en droit

Critères	Indicateurs	Appréciation des indicateurs	Tarification		Résultats par critère
Critère 1 : Pertinence Les réponses correspondent à une résolution de cas	Les 6 étapes de la démarche de résolution d'un cas pratique en droit sont présentes Les syllogismes juridiques apparaissent clairement et sont posés correctement Au moins 3 raisonnements distincts et complets ont été réalisés à partir de 3 règles légales différentes	- _____ + - _____ + - _____ +	0 pt 2 pts	1 pt 3 pts	Pondération : x 2
Critère 2 : Cohérence Des liens logiques existent entre les différents éléments des réponses	Il existe des liens logiques entre les états de fait sélectionnés, les questions posées et les règles légales choisies Il existe des liens logiques entre les états de fait sélectionnés, les conditions d'application des règles légales utilisées et l'application de ces conditions aux cas d'espèce Il existe des liens logiques entre les questions posées, les conséquences juridiques des règles utilisées et les solutions des cas proposées Les raisonnements ne comportent pas d'éléments superflus à l'analyse (pas de digressions ou de redites)	- _____ + - _____ + - _____ + - _____ +	0 pt 2 pts	1 pt 3 pts	Pondération : x 3
Critère 3 : Sélection et exactitude des informations Les réponses contiennent des éléments exacts du point de vue juridique et sélectionnés correctement	Les faits du cas d'espèce sont qualifiés juridiquement et les parties sont identifiées correctement Les questions sont formulées de manière juridique Les règles légales sont sélectionnées correctement Les conséquences juridiques et les conditions d'application des règles légales utilisées sont analysées correctement Les solutions des cas proposées sont plausibles du point de vue juridique	- _____ + - _____ + - _____ + - _____ + - _____ +	0 pt 2 pts	1 pt 3 pts	Pondération : x 3
Critère 4 : soin, orthographe et syntaxe	L'écriture est lisible et il n'y a pas de rature Les réponses comprennent moins de 8 erreurs d'orthographe Les réponses comprennent moins de 5 erreurs de syntaxe	- _____ + - _____ + - _____ +	0 pt 2 pts	1 pt 3 pts	Pondération : x1
Explication de la tarification des critères : 0 pt = aucune maîtrise 1 pt = maîtrise insuffisante 2 pts = maîtrise minimale 3 pts = bonne maîtrise		Total des pts (sur 27 pts) : Note : [(nbre de pts obtenus / 27) x 5] + 1			

Évaluation d'une résolution de cas en droit

	Excellent	Bon	Suffisant	Insuffisant	Très insuffisant
Structure de la résolution	La résolution est organisée de façon logique, chaque partie est clairement identifiée et le vocabulaire juridique est utilisé de manière appropriée. L'ensemble du texte est facile à suivre et démontre une maîtrise de la structure attendue.	La résolution présente une organisation généralement claire avec des parties distinctes et le vocabulaire juridique est utilisé correctement dans la plupart des cas. La progression des idées est cohérente et structurée.	La structure de la résolution est compréhensible mais manque parfois de clarté et le vocabulaire juridique est utilisé de façon partielle. Quelques parties sont difficiles à distinguer ou à suivre.	La résolution est désorganisée, les parties ne sont pas bien séparées et le vocabulaire juridique est rarement employé. L'ensemble manque de logique et de clarté.	La résolution ne présente aucune organisation, les idées sont mélangées et le vocabulaire juridique est absent. Le texte est difficile à comprendre et ne respecte pas les attentes de la consigne.
Cohérence des arguments	Les arguments sont développés de façon cohérente, soutenus par des exemples pertinents et le vocabulaire juridique est utilisé avec précision. Chaque idée est clairement reliée au contexte juridique du cas.	Les arguments sont généralement cohérents, appuyés par des exemples et le vocabulaire juridique est utilisé correctement. Les liens entre les idées sont clairs et pertinents.	Les arguments sont parfois cohérents mais manquent de développement et le vocabulaire juridique est utilisé de façon limitée. Certains exemples sont présents mais peu détaillés.	Les arguments sont peu cohérents, rarement illustrés par des exemples et le vocabulaire juridique est peu utilisé. Les idées sont difficiles à relier au contexte juridique.	Les arguments sont incohérents, ne sont pas justifiés et le vocabulaire juridique est absent. Le raisonnement n'est pas adapté au cas présenté.
Exactitude des éléments juridiques	Les éléments juridiques sont exacts, utilisés de manière appropriée et le vocabulaire juridique est précis. La résolution montre une compréhension approfondie des concepts de droit.	Les éléments juridiques sont généralement corrects, bien intégrés et le vocabulaire juridique est utilisé de façon adéquate. Quelques erreurs mineures peuvent apparaître mais n'affectent pas la compréhension globale.	Les éléments juridiques sont parfois corrects mais comportent quelques erreurs et le vocabulaire juridique est utilisé de façon partielle. La compréhension des notions de droit reste superficielle.	Les éléments juridiques sont souvent incorrects ou mal utilisés et le vocabulaire juridique est peu présent. La résolution ne respecte pas les principes fondamentaux du droit.	Les éléments juridiques sont absents ou totalement erronés et le vocabulaire juridique n'est pas utilisé. Le texte ne montre aucune connaissance des notions juridiques.
Clarté des éléments de réponse	Les réponses sont formulées de manière claire et précise, le vocabulaire juridique est utilisé correctement, ce qui facilite la compréhension du raisonnement. Les explications sont structurées et adaptées au niveau attendu.	Les réponses sont généralement claires et compréhensibles, le vocabulaire juridique est employé de façon appropriée. Les idées sont bien exprimées et accessibles.	Les réponses sont parfois claires mais peuvent prêter à confusion et le vocabulaire juridique est utilisé de façon limitée. Quelques explications manquent de précision.	Les réponses manquent de clarté, sont difficiles à comprendre et le vocabulaire juridique est rarement utilisé. Le raisonnement est peu accessible pour le lecteur.	Les réponses sont très confuses ou incompréhensibles et le vocabulaire juridique est absent. Le texte ne permet pas de suivre le raisonnement proposé.

Grilles d'évaluation faite par ChatGPT pour l'évaluation de cas en droit des personnes et de la famille (6 mai 2026)

Critères	Indicateurs contextualisés aux deux cas
Critère 1 : Pertinence Les réponses correspondent à une résolution de cas juridique.	• Les deux cas sont traités comme des problèmes juridiques. • Les principales étapes de résolution sont présentes. • Les syllogismes sont clairement visibles. • Les problèmes juridiques sont distingués : capacité civile, validité des actes, effets du mariage, logement familial, régime matrimonial.
Critère 2 : Cohérence Les liens logiques entre les faits, les règles et les solutions sont corrects.	• Les faits sélectionnés sont reliés aux bonnes questions juridiques. • Les règles légales choisies correspondent aux faits analysés. • Les conditions légales sont appliquées aux faits du cas. • Les conclusions découlent logiquement du raisonnement. • La réponse ne contient pas de digressions inutiles.
Critère 3 : Sélection et exactitude des informations juridiques Les réponses contiennent des éléments exacts et correctement sélectionnés.	• Les parties sont correctement identifiées : mineurs, parents, cocontractants, époux. • Les faits juridiquement importants sont sélectionnés. • Les articles pertinents du Code civil sont mobilisés. • Les notions juridiques sont utilisées correctement : discernement, exercice des droits civils, consentement parental, effets du mariage, biens propres, acquêts. • Les solutions proposées sont juridiquement plausibles.
Critère 4 : Soin, orthographe et syntaxe La copie est lisible et correctement rédigée.	• La réponse est lisible et structurée. • Les deux cas sont clairement séparés. • Les étapes du raisonnement sont visibles. • La copie comporte moins de 8 erreurs d'orthographe. • La syntaxe ne gêne pas la compréhension juridique.

Grille d'évaluation critériée :

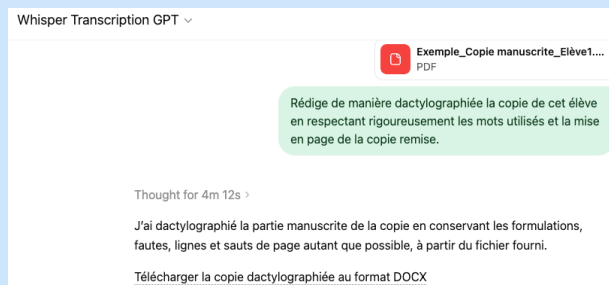
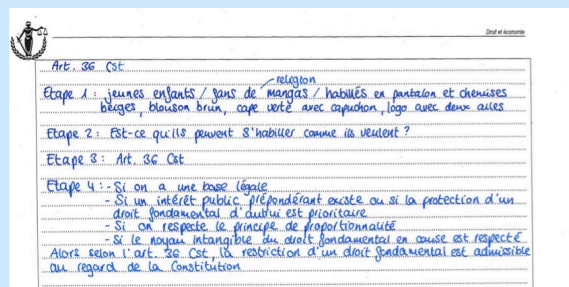
Critères	Indicateurs contextualisés (Cas 1 & 2)	Appréciation	Points
Pertinence	* L'élève identifie les questions juridiques (validité du contrat, validité des fiançailles, conditions du mariage, restitution des présents) . * Il mobilise les articles de loi adéquats (Art. 323, 90, 91 et 94 CC).	++ + - --	/ 6
Cohérence	* Le raisonnement suit la structure du syllogisme (Majeure, Mineure, Conclusion) . * L'élève lie logiquement le statut d'apprenti de Lucas à son droit d'administration . * La conclusion sur la restitution des bijoux découle logiquement de la rupture.	++ + - --	/ 8
Exactitude	Cas 1 : * L'élève explique que Lucas a l'administration de son salaire (Art. 323 CC) et peut donc conclure ce contrat seul. Cas 2 : * L'élève précise que Léa, étant mineure, ne pouvait se fiancer qu'avec l'accord de ses parents (Art. 90 al. 2 CC) et ne peut pas se marier avant 18 ans (Art. 94 CC) . * La distinction entre cadeau d'usage et présent de fiançailles est faite.	++ + - --	/ 10
Sélection des informations	* L'élève retient les faits essentiels (âge, salaire, prix de l'ordinateur, valeur des bijoux, refus des parents). * Il écarte les éléments purement émotionnels (colère des parents, tristesse de Karim).	++ + - --	/ 3

Total : ____ / 27 pts

Barème : Note = (Total des pts /27) * 5 + 1

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : corriger des évaluations de droit et mettre des notes

Obtenir une version dactylographiée de la copie de l'élève



Art. 36 Cst.

religion

Etape 1 : jeunes enfants / fans de mangas / habillés en pantalon et chemises beiges, blouson brun, cape verte avec capuchon, logo avec deux ailes

Etape 2 : Est-ce qu'ils peuvent s'habiller comme ils veulent ?

Etape 3 : Art. 36 Cst.

Etape 4 : - Si on a une base légale
- Si un intérêt public prépondérant existe ou si la protection d'un droit fondamental d'autrui est prioritaire
- Si on respecte le principe de proportionnalité
- Si le noyau intangible du droit fondamental en cause est respecté

Alors selon l'art. 36 Cst, la restriction d'un droit fondamental est admissible au regard de la Constitution

Etape 5 : Or ils ont une base légale (loi de l'école sur l'habillement)
Or la protection d'un droit fondamental d'autrui est prioritaire (religion -> mangas).
Or ils respectent le principe de proportionnalité
Or le noyau intangible du droit fondamental en cause est respecté.

Etape 6 : Donc ils ont le droit fondamental de s'habiller comme ils le veulent.

Et les nombreuses autres solutions IA d'OCR (reconnaissance optique de caractères)

<https://www.onlineocr.net/fr/> , <https://www.i2ocr.com/fr> , <https://fr.iloveocr.com/>
<https://www.iweaver.ai/> , <https://www.pen-to-print.com/FR/> , ...

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : corriger des évaluations de droit et mettre des notes



Safe Exam Browser

https://safeexambrowser.org/download_en.html

APPLICATIONS SIMILAIRES



Moodle (offre de Liip SA)



Moodle (offre de pentanet.ch Sàrl)



Moodle (offre de EDUTECSOL Sàrl)



QuizAcademy



OpenOlat



isTest

educa Navigateur



Not

Accueil → SafeExamBrowser (SEB)

SafeExamBrowser (SEB)

Le Safe Exam Browser (SEB) est une application de navigation sécurisée permettant de réaliser des examens en ligne sur des systèmes de gestion de l'apprentissage (LMS) et d'autres systèmes d'examen en toute fiabilité. En lançant l'application SEB, un ordinateur Windows ou macOS ou un appareil iOS est placé en mode kiosk et devient ainsi un poste de travail temporairement sécurisé. SEB régule l'accès aux outils tels que les fonctions système, les autres sites web et les applications et empêche l'utilisation de ressources non autorisées pendant un examen.

<https://navi.educa.ch/application/safe-exam-browser>

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : corriger des évaluations de droit et mettre des notes

Créer un agent Copilot et corriger une copie d'élève

- Utiliser Copilot qui est la solution IA proposée par notre employeur et « sécurisée »
- Créer un agent Copilot pour l'évaluation à corriger
 - Décrire la démarche de correction (et se faire aider par Copilot pour paramétrer l'agent)
 - Préparer les prompts
- Décomposer les étapes de la correction :
 - Donner le corrigé (vérifié et validé) de l'évaluation et le faire analyser par l'IA
 - Donner une copie d'élève (anonymisée) et rédiger le prompt précis qui demande la comparaison avec le corrigé
 - Contrôler les constats de l'IA (et s'arrêter ici en prenant en main la notation des critères)
 - Donner la grille d'évaluation et rédiger un prompt précis qui demande de respecter les critères et de comparer les indicateurs de la grille avec l'analyse de la copie

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : corriger des évaluations de droit et mettre des notes

Un exemple de correction d'une copie avec un agent Copilot



Correction Droit Gymnase

Cet agent aide à corriger des évaluations en droit pour l'école secondaire supérieure en Suisse. Il compare une copie d'élève avec le corrigé fourni, identifie les manquements et signale toutes les erreurs commises.

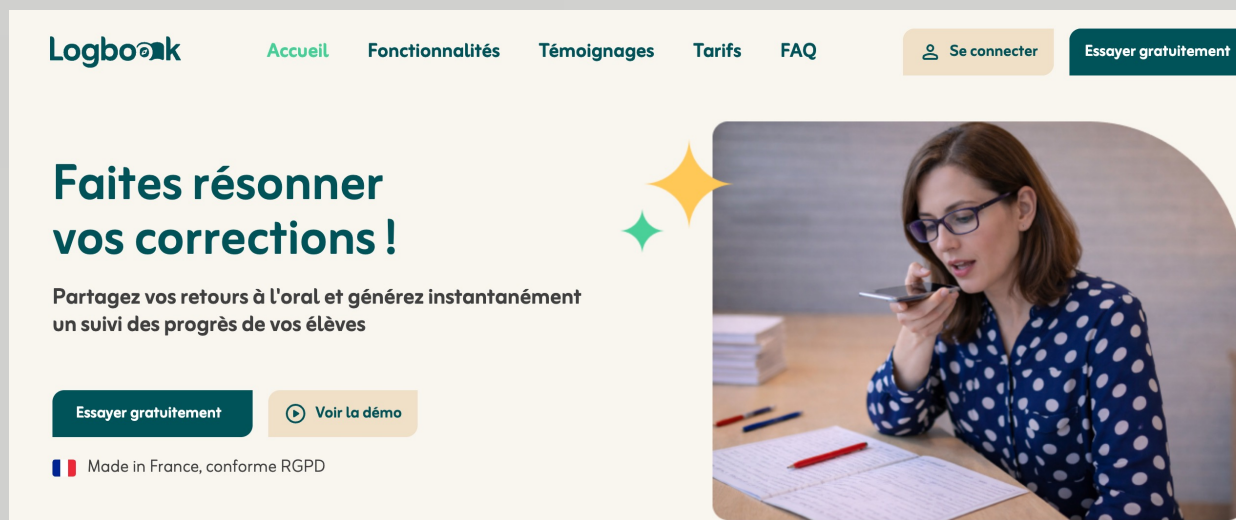
[Configurer](#) [Essayer](#)  [Mettre à jour](#) [Partager](#)

 Test_Formatif_R...

Voici une copie d'élève dans le document remis. Compare cette copie avec le corrigé et prépare la correction de cette copie.

 Correction Droit Gymnase

05. Utiliser l'IA pour évaluer en droit : donner des feedbacks aux élèves à propos de leur évaluation



Un exemple avec
Logbook

<https://www.app.logbook.education/home>

IA = outil de tricherie

Evaluation

Que veut-on évaluer ?

- des connaissances, des savoir-faire ou des compétences ?
- un résultat ou un processus ?
- l'exactitude de la réponse ou sa justification ?
- ...

IA = outil à maîtriser



DEF Département de l'enseignement
et de la formation professionnelle
DGEP Direction générale de l'enseignement
postobligatoire

Guide d'utilisation responsable de l'IA à l'usage du corps enseignant du secondaire II



Évaluer les travaux intégrant l'IA

Les enseignant-e-s doivent adapter leurs méthodes d'évaluation en tenant compte de l'utilisation de l'IA lorsqu'elle est possible.

Dans ce cadre, il est essentiel de privilégier l'évaluation des processus cognitifs plutôt que des résultats produits. En ce sens, dans l'immédiat, un poids plus important doit être apporté aux productions orales qui peuvent accompagner les travaux personnels rendus par écrit. Dans un avenir plus

lointain, comme le mentionne la prise de position des Hautes écoles suisses sur l'intelligence artificielle² : « alors que le recours à ces technologies tendra à se normaliser avec le temps, les contenus générés par des outils basés sur l'IA ne peuvent déjà plus être différenciés des contenus produits par des humains. Dès lors, il sera attendu des étudiant-e-s que [iels] sachent s'appuyer sur ces technologies pour élaborer des réflexions créatives et critiques basées sur leurs propres expérimentations scientifiques et humaines. Les évaluations devront être repensées pour dépasser la simple reproduction ponctuelle de connaissances et davantage permettre d'apprécier l'acquisition de compétences. »

Balises d'utilisation des outils d'intelligence artificielle générative

Autorisés ou pas dans les situations d'apprentissage et d'évaluation?

 Utilisation interdite	 Utilisation limitée	 Utilisation guidée	 Utilisation balisée	 Utilisation libre
Le NIVEAU 0 signifie que l'utilisation est interdite. Ceci signifie que si la personne enseignante a un motif de croire qu'il y a eu l'utilisation d'une IA dans une situation d'évaluation, elle doit dénoncer les faits auprès de la personne responsable des dossiers disciplinaires universitaires. Il s'agit d'un délit relatif aux études tel que stipulé dans le Règlement des études.	Le NIVEAU 1 D'UTILISATION signifie que l'utilisation est autorisée uniquement pour assister l'apprentissage dans le domaine disciplinaire ou des langues. Dans ce contexte, la personne étudiante est tenue de déclarer l'utilisation qu'elle en a faite selon les consignes fournies par la personne enseignante sans quoi l'utilisation peut être considérée comme un délit. Par exemple : Domaine disciplinaire : - S'inspirer - Générer des idées - Explorer un sujet pour mieux le comprendre - Générer du matériel pour apprendre Domaine des langues : - Identifier ses erreurs et se les faire expliquer - Reformuler un texte - Générer un plan pour aider à structurer un texte - Traduire un texte	Le NIVEAU 2 D'UTILISATION signifie que l'utilisation est autorisée pour améliorer un travail produit par la personne étudiante. Dans ce contexte, la personne étudiante est tenue de déclarer l'utilisation qu'elle en a faite selon les consignes fournies par la personne enseignante sans quoi l'utilisation est considérée comme un délit. Par exemple : - Analyser des contenus - Obtenir une rétroaction - Évaluer la qualité de son travail à partir de critères - Demander à être confronté relativement à ses idées, à sa démarche - Diriger les processus de résolution de problèmes	Le NIVEAU 3 D'UTILISATION signifie que l'utilisation est autorisée pour produire un travail qui sera amélioré. Dans ce contexte, la personne étudiante est tenue de citer selon les normes¹ le contenu généré par l'IA ou de déclarer l'utilisation qu'elle en a faite selon les consignes fournies par la personne enseignante sans quoi l'utilisation est considérée comme un délit. Par exemple : - Résumer ou rédiger des parties d'un texte - Générer un texte ou un modèle d'une production et l'adapter - Réaliser des calculs mathématiques - Produire du code informatique - Résoudre des problèmes complexes - Répondre à une question - Générer des images, ou autres contenus multimédias	Le NIVEAU 4 D'UTILISATION signifie qu'aucune restriction spécifique n'est imposée. Dans ce contexte, la personne étudiante est tenue de citer selon les normes¹ le contenu généré par l'IA ou de déclarer l'utilisation qu'elle en a faite selon les consignes fournies par la personne enseignante sans quoi l'utilisation est considérée comme un délit. Ce niveau inclut tout ce qui précède, de l'exploration à la production, ainsi que toute autre tâche particulière jugée complexe.

- Explicitation d'un cadre progressif selon les objectifs d'apprentissage
- Importance des pratiques critiques
- Responsabilisation des étudiant·e·s et transparence des usages



Cabana, M. et Côté, J.-A. (2024). Balises d'utilisation des outils d'intelligence artificielle générative. Service de soutien à la formation, Université de Sherbrooke. Sous licence [CC BY 4.0](#).

Comment adapter ma grille d'évaluation critériée si l'utilisation de l'IA par les élèves est autorisée lors de la résolution de cas?

Critères (Abstraits)	Indicateurs (Contextualisés et concrets)
1. Pertinence	* La réponse suit strictement la structure imposée des 6 étapes successives et logiques (Faits, Enjeux, Règles, Analyse de la règle, Application, Solution). * Le "prompt" (consigne donnée à l'IA) a été formulé pour identifier précisément qui veut quoi de qui, en ciblant les enjeux réels du cas. * La production répond de manière argumentée à la question juridique spécifique posée initialement, sans hors-sujet généré par l'IA. * L'élève a su recadrer l'IA si celle-ci s'est éloignée du contexte du droit suisse.
2. Exactitude	* Les articles de loi cités (Etape 3) existent réellement dans les codes suisses et ne sont pas des inventions de l'IA. * Le vocabulaire utilisé est juridiquement adéquat (ex: "capacité de discernement", "ratification") et remplace les termes flous du langage courant proposés par l'outil. * Les conditions d'application de la règle (la "majeure") sont décomposées correctement, même si l'IA a tendance à les simplifier. * La conséquence juridique identifiée correspond précisément à ce que prévoit le texte légal retenu.
3. Cohérence	* Il existe un lien logique et visible entre les faits sélectionnés à l'étape 1 et les conditions de la règle analysées à l'étape 4. * Le syllogisme juridique est complet : la mineure (l'application aux faits) s'appuie rigoureusement sur les éléments de la majeure. * La conclusion (Etape 6) découle logiquement de l'analyse précédente et ne contient aucune contradiction interne avec les étapes de réflexion. * La synthèse finale offre une réponse complète qui harmonise les différentes règles appliquées au cas d'espèce.
4. Sélection des informations	* Seuls les faits juridiquement pertinents sont conservés dans l'étape 1, en écartant les détails inutiles que l'IA pourrait avoir tendance à commenter. * Les parties (personnes impliquées) ainsi que les dates et lieux essentiels sont correctement identifiés et qualifiés. * L'élève a sélectionné uniquement les règles légales topiques (pertinentes pour le cas) parmi toutes celles proposées par l'IA. * Les raisonnements ne comportent pas de digressions ou de redites inutiles introduites par le mode de rédaction de l'intelligence artificielle.

Merci de
votre attention

hep/